

BREF APERCU DES LUTTES DEMOCRATIQUES DU PEUPLE TUNISIEN DEPUIS 1966 ET LA  
REPOINSE DU REGIME : LA REPRESSION.

- 1966 : La population de Borj Ali Raïs refuse de quitter les bidonvilles le gouvernement fait intervenir l'armée : plusieurs morts.  
Grève des ouvriers de la SORETRAS à Sfax pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Les "meneurs" sont arrêtés et torturés.
- Décembre 1966 : Grève des étudiants.
- Juin 1967 : Mis dans l'impossibilité d'intervenir contre les masse mobilisées sur des mots d'ordre politiques (soutien au peuple palestinien et aux peuples arabes agressés) le pouvoir s'acharne sur le militant Mohamed Ben Jennet et le condamne à 20 ans de travaux forcés, inculpations de "droit commun" créées de toutes pièces.
- Mars 1968 : Grève généralisée à l'Université de Tunis où les étudiants sont mobilisés autour du Comité de Libération de Ben Jennet. Arrestations et condamnations (Procès de septembre 1968 et février 69) à de lourdes peines de prison de plusieurs dizaines de militants dont Ahmed Ben Othman Radaoui. Une campagne démocratique oblige le régime à les relâcher 2 ans après.
- 1969 : A Ouardanino, affrontement sanglants entre la garde nationale et les petits paysans qui refusent de céder leurs terres.
- Février 1970 : Les étudiants manifestent contre la visite de Rogers en Tunisie (Auteur du plan de liquidation de la résistance palestinienne), 9 étudiants sont assignés à résidence administrative.
- Mai 1970 : Lutte des cheminots de Sfax et Sidi Fathallah.
- Juillet 1970 : Lutte des travailleurs d'El Fouledh (à Menzel Bourguiba) grèves et manifestations.
- Août 1970 : Lutte des travailleurs des centres d'élevages de Sidi Thabet.
- Octobre 1970 : Grève des employés du Ministère de l'Agriculture (Services des Statistiques).  
Grève et occupation des ateliers SNCTT par les cheminots de Sidi Fathallah : licenciements, emprisonnements, déportations.
- Novembre 1970 : Agitation des dockers du port de Tunis pour l'augmentation des salaires.
- Décembre 1970 : 3.000 habitants de Henchir Zaouiet, Sidi Majdoub à El Haouaria s'opposent à la décision du gouvernement de les exproprier au profit d'un grand propriétaire député, affrontements sanglants qui durent 3 jours entre les paysans et la garde nationale et les BOP (Brigades d'ordre public).
- 2 avril 1971 : Les ouvriers de la SOTAL (Société Tunisienne d'Aluminium) déclenchent une grève de 2 jours, Achour et sa clique de l'UGTT ont saboté la grève, les ouvriers n'obtiennent pas leurs revendications.
- 5 avril 1971 : 1.000 ouvriers agricoles de l'ONVVM (Office de Mise en Valeur de la Vallée de la Medjorda) manifestent à Tebourba à la suite

d'une décision du gouvernement de leur payer uniquement des demi-journées. Malgré la police, l'armée et ses hélicoptères, les ouvriers ont tenu bon et ont occupé l'administration de 2 offices jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

- 20 avril 1971 : Les ouvriers de la Société des Travaux Publics des Municipalités ont manifesté massivement à Tunis (de Bab El Khadra jusqu'à l'avenue de Carthage) contre le licenciement et le non paiement de leurs salaires. Les autorités ont été obligées de les payer le lendemain même. Le camarade Ahmed Ben Othman est arrêté pour les avoir soutenu activement. (A. Ben Othman est gardé à vue illégalement dans les locaux de la police pendant 2 mois et est ensuite transféré à la prison de Tunis. Il reste 7 mois sans visites, ni courrier, ni même les soins que nécessitent son état tuberculeux).
- 17 mai 1971 : Les ouvriers de la STIT (Société Tunisienne des Industries Textiles) ont fait grève du 17 au 27 mai pour protester contre la cadence excessive du travail, contre le licenciement d'un de leurs camarades, contre les injustices du patron et pour l'augmentation des salaires. Les revendications n'ont pas été toutes satisfaites à cause des manœuvres des traîtres de l'UGTT.
- Juin 1971 : A Ksibet El Mediouni, à l'atelier "Ettououma" (Textile), les ouvriers ont commencé à lutter contre l'exploitation aigüe du capitaliste H'sine Malck.
- 7 juillet 1971 : Les ouvriers des boulangeries de Tunis et banlieues ont entamé une grève pendant une longue période durant laquelle il y eut une pénurie de pain. Ils n'ont repris le travail qu'après l'obtention de l'augmentation des salaires.
- Juillet 1971 : A Zarzis, à l'hôtel "Lilla Marion" dont le propriétaire est un capitaliste allemand, 400 employés ont fait grève pendant 3 jours : ils réclament leurs paies (ils sont restés 2 mois sans toucher le moindre sou) et l'augmentation des salaires. Le patron a été obligé de chercher son argent en Allemagne et de les payer sur le champ.
- A Jendouba, à l'atelier de menuiserie "El Maghreb" de Alaya El Basli (le propriétaire), les ouvriers ont fait grève pendant une journée car ils n'ont pas touché leurs salaires depuis longtemps.
- A Jendouba aussi, à la Société "Echams" de construction de bâtiments, les ouvriers sont restés 4 mois sans être payés. Une grève y a duré longtemps aussi.
- Août 1971 : Les ouvriers de la municipalité de Tunis ont de nouveau fait grève et ont manifesté contre le retard des paiements. 500 ouvriers se sont groupés au Parc du Belvédère et ont mis un piquet de grève. Après ils n'ont été payés que pour 15 jours de travail.
- Au Gouvernorat de Beja, il y eut des luttes d'ouvriers (à Fej El Haddoum) contre les injustices de l'administration, des patrons et des chefs.
- A Korba, au cours du Congrès de l'UGET, la majorité des étudiants congressistes ont quitté le congrès avant la fin des travaux en signe de protestation contre les manipulations et les manœuvres de la clique destourienne et contre les diverses formes de pression du régime sur les congressistes. Un BE et une CA fantômes

ont été élus par la minorité destourienne restante.

Octobre 1971 : Nouvelle grève des travailleurs de la municipalité de Tunis et banlieues, ils marchent sur le palais du gouvernement à la Kasbah.

Octobre 1971 - mai 1972 = Montée des luttes populaires.

Octobre 1971 - mars 1972 : Le mouvement de la jeunesse.

Dès la rentrée des cahiers de doléances et des motions ont été adressés au Ministère de l'Éducation qui ne voulut pas en tenir compte.

- 22 octobre 71 : 7 étudiants de l'École Supérieure de Droit sont convoqués par la police politique. Après fortes menaces et insultes on leur fait signer des engagements où ils se déclarent prêts à rester tranquilles et à ne pas troubler l'ordre public.
- 23 octobre 1971 : Les étudiants tentent une descente sur l'Éducation Nationale. Intervention de la police avec des autopompes, de la BOP et d'une vingtaine de barbouzes de la police parallèle.
- 28 octobre 1971 : Un grand nombre d'étudiants (essentiellement des nouveaux) investissent le bureau de l'ONOU (Office national des oeuvres universitaires) pour réclamer les bourses. A nouveau intervention de la police.
- 30 novembre 1971 : Assemblée générale dans chaque faculté. Les étudiants décident d'entreprendre une grève d'avertissement de 2 jours les 1 et 2 décembre. Cette grève est suivie à 100 % dans les facultés de droit, de lettres et de sciences. Des délégations émanant des assemblées générales sont élues et chargées d'entrer en contact avec les autorités qui refusent de les recevoir.
- 1 et 2 décembre
- 21 janvier 1972 : Grève déclenchée à la faculté des sciences pour la réintégration de Ferid Ben Chohida (renvoyé de l'université pour un an après avoir comparu devant un conseil de discipline).
- 31 janvier 1972 : Début de la grève des cours, soutien aux camarades Ahmed et Simone Ben Othman.
- 1er février 1972 : Manifestations des étudiants devant le palais de "justice" où se déroule le procès de Simone Ben Othman.
- 2 au 5 février 1972 : Meetings, création de commissions. C'est le Congrès extraordinaire de l'UGET qui commence. Participation de la majorité des étudiants. Depuis le 2, le mouvement de masse s'étend aux lycées. Quelques jours plus tard le mouvement s'est étendu aux lycées de l'intérieur : Sfax, Sousse (3 grèves de solidarité avec les camarades de Tunis se succèdent), Bizerte, Matour, Menzel Bourguiba...
- 5 février 1972 : La police intervient dans le campus pour déloger le congrès extraordinaire. On matraque les étudiants, on tabasse, on poursuit les étudiants jusqu'à Djebel Lahmar où ils reçoivent l'appui de la population. Les BOP font irruption un peu plus tard à la cité de Ras Tabia : ils font usage de bombes lacrymogènes. L'après-midi, manifestation dans le centre de la ville, intervention de la police, de la garde nationale et des BOP.

Utilisation de grenades lacrymogènes. Tous les jeunes sont matraqués, rafles, arrestations nombreuses.

8 février 1972 : Des manifestations éclatent en plusieurs endroits de Tunis. Les brigades de la BOP quadrillent la ville, prennent position dans les principaux carrefours et matraquent sans distinction tout attroupement de plus de 3 personnes.

11 février 1972 : Nouira annonce la fermeture des facultés de droit et de lettres pour le restant de l'année. Les étudiants sont vidés des foyers et des restaurants universitaires. La faculté de Médecine est en grève mais Mzali refuse de la fermer, l'absence des étudiants en médecine se fait trop ressentir dans les hôpitaux. Les lycéens sont toujours en grève : Tunis, Tunis-banlieue, Sousse, Sfax, Gafsa, Gabes, Bizerte... Le meeting populaire organisé par le gouvernement à El Menzah a été bref et n'a rien révélé.

23 février 1972 : A Tunis, à l'université, la situation est inchangée. Toute l'université est en état de siège, le gouvernement maintient sa décision : fermeture des facultés. La répression s'accroît. Des bandes de policiers armées de batons et de bombes lacrymogènes patrouillent dans la ville, la population est terrorisée. Mais à la violence de la police, la population répond également par la violence et on assiste à des tabassages de flics le plus souvent dans les quartiers populaires.

février - mars 1972 : Dans les autres villes les manifestations continuent. :  
 Au Kef : des manifestations contre la dictature du pouvoir et contre l'injustice populaires ont été accueillies à coups de balles par la police et la garde nationale.  
 A Gabes : un lycéen meurt lors de manifestations massives.  
 A Sfax : un affrontement oppose l'armée à la population lors d'une manifestation des élèves du primaire pendant la fête de l'olivier.  
 A Medonine : les lycéens ont mis le feu à l'internat.  
 A Gafsa : la maison du peuple a été incendiée.

13 au 16 mars 1972 : A Tunis, la faculté des Sciences a mené une grève de 3 jours exiger la réouverture des autres facultés, la libération des détenus et la réélection des membres de la direction de l'UGET. La 1ère année de médecine a également fait une grève limitée.

Durant ces événements le massacre des BOP a fait plusieurs morts : 14. Une lycéenne d'El Omrane a eu la colonne vertébrale brisée et est décédée des suites de ses fractures. Un lycéen du Kef a eu le crâne ouvert par une balle. 2 ouvriers dont l'un de Djebel Lahmar sont également morts. Il y a également eu des morts lors des manifestations et des affrontements entre la population et la police à Sfax, au Kef,...

Les arrestations et les exclusions dans tous les milieux ont été nombreuses. Des lycéens, des étudiants, des professeurs et des ouvriers ont été arrêtés. A Bizerte 2 lycéens ont été "encasernés" par mesure d'intimidation (résiliation du sursis militaire). Selon la version officielle l'un d'entre eux Ayari (7ème année) se serait suicidé.

Plusieurs dizaines de lycéens et d'élèves des écoles normales ont été exclus (Le Bardo, Carthage, Le Kef, Kasserine, Gafsa, etc...) sous prétexte d'avoir participé aux événements de février.

Environ 1.500 personnes ont été arrêtées. Le 24 février le ministre de l'intérieur

affirmait que "90 étudiants" étaient maintenus en détention. En fait, il en restait plusieurs centaines. Des ouvriers et des jeunes chômeurs étaient aussi détenus notamment dans les camps d'El Houareb et Saouaf.

Les arrestations ainsi que les perquisitions sont opérées sans mandat et sans motif et ceci bien après les événements.

Depuis le 15 mars un certain nombre de personnes ont été mises en liberté provisoire après leur comparution devant le juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat (M. Oueslaty), elles sont inculpées de : tapage sur la voie publique, manifestations, diffusion de tracts, etc...

Cependant plus de trente militants sont toujours détenus dans des conditions inhumaines, ils sont totalement isolés, coupés de tout contact avec leurs familles et leurs avocats. La garde à vue de certains détenus dépasse maintenant 2 mois. Ahmed Ben Othman Raddaoui a de nouveau été interrogé par la police alors que l'instruction de son affaire était terminée depuis plusieurs mois et qu'il était en prison lors des événements de février.

La torture est pratiquée couramment. Des personnes libérées en gardent la trace profonde. Actuellement la police s'acharne particulièrement sur Helle Dalila Ben Othman qui est dans un très mauvais état, Houreddine Ben Khader, Hichem Osman et Morched Chabbi. Sur René Marzouk (qui aurait eu une jambe brisée au cours des interrogatoires) et Salim Ben Yahia à présent méconnaissable.

La plupart de ceux qui ont été mis en liberté provisoire déclarent avoir été torturés. Les tortures les plus couramment utilisées sont celles dites de "l'hélicoptère" et de "la bouteille de coca". Dans le premier cas, la victime est suspendue par une barre de fer qui passe sous les genoux repliés et au-dessus des bras liés entourant les jambes. Cette barre de fer repose sur deux tables par ses deux extrémités. La victime se balance la tête en bas, les pieds et les fesses offertes aux coups de bâton ou de cravache assésés avec enthousiasme et régularité par plusieurs policiers.

Dans le deuxième cas, la victime deshabillée est forcée de s'asseoir sur une bouteille de coca (qui pénètre dans l'anus).

La dernière trouvaille est de faire asseoir les victimes sur des tessons de bouteilles et de leur envoyer à la figure alternativement de l'eau froide et de l'eau bouillante.

Les tortures se pratiquent soit à la sûreté, soit dans une villa hors de la capitale, probablement la villa utilisée par la police parallèle de Zarg el Ayoun qui comporte l'installation la plus moderne pour la torture. De nombreuses personnes sont gardées dans cette villa, d'autres sont déposées pour la nuit à la prison civile de Tunis. (1)

Face au mécontentement suscité par l'ampleur de la répression, le pouvoir a été contraint, sous la pression générale, de lâcher du lest. Il a annoncé la réouverture des facultés de droit et de lettres mais cette réouverture est accompagnée de mesures draconiennes, le droit de grève est interdit (ce qui n'est pas nouveau) mais de plus tout étudiant qui ferait la grève peut être emprisonné immédiatement.

#### Janvier - mai 1972 : Le mouvement ouvrier.

12 janvier 1972 : Grève d'une semaine des vendeurs de journaux de Tunis après laquelle ils ont obtenu une augmentation de leurs revenus sur chaque journal vendu.

(1) Bulletin d'information du 16/4/1972 du Comité Tunisien d'Information et de Défense des Victimes de la Répression (Paris)

25 janvier 1972 : Environ 700 ouvriers de l'usine de plomb "Ponaroya", à Megrine, ont fait grève.

A la même période plusieurs autres grèves ont éclaté à Tunis :  
 A la cimenterie de Djebel Djeloud 800 ouvriers ont cessé le travail pendant une journée, 200 ouvriers d'une carrière de pierres voisine les ont soutenu par une grève aussi, ainsi que ceux de l'usine de briques d'Essaïda El Mannoubia.

Des grèves à : - La scoulerie de Megrine  
 - l'usine "IKDAM".

A Sfax : les travailleurs de la SORETRAS font grève une demi-journée et ont présenté leurs revendications à l'administration.

A Zarzis : 500 travailleurs en construction de bâtiments arrêtent le travail et exigent leurs paies (On leur a retiré les salaires d'un mois de travail).

A M'dhilla, aux mines de phosphate, tous les ouvriers ont fait la grève pendant une semaine pour exiger des primes. Ils ont leurs revendications.

A Sfax : 18 février 1972 : Les cheminots de Sfax, après une grève d'un jour et demi ont obtenu la plupart de leurs revendications.

1.300 travailleurs de la SORETRAS cessent toute activité de transport dans toute la région pendant 3 jours et 3 nuits. Ils ont occupé la station "Z'gan". Leurs revendications : augmentation des salaires et un statut. La direction leur a promis une réponse pour le 1er mai.

Les dockers de Sfax occupent le port et exigent l'augmentation des salaires.

Une grève de 2 jours à l'usine de phosphates SIAPE à Sfax.

A l'usine NPK (phosphate) à la suite d'une grève d'ouvriers, la police n'a pas pu intervenir car les ouvriers ont menacé de mettre le feu à l'acide.

A la fabrique de caoutchouc et de souliers il y eut une grève d'une journée. La direction a promis l'augmentation des salaires.

A Tunis : A la verrerie de Megrine : grève de 3 jours.

Une grève courte mais totale a obligé le directeur de la Société des Transports des Marchandises à satisfaire rapidement les revendications des ouvriers de la société.

Les ouvrières couturières des chemises de l'atelier "Berrebbi" ont le travail pendant 2 jours pour revendiquer une hausse des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

La direction de la STEG qui s'est sentie menacée par une grève a augmenté les traitements (2 dinars et demi) avant que cette grève ne se déclenche et a promis d'élaborer un statut et un barème des salaires.

le 14 avril 1972, les ouvriers de la SONED (Compagnie des eaux) revendiquent une hausse des salaires en faisant la grève.

A Sfax : Le 1er mai 1972 : les travailleurs de la SORETRAS sont en grève pendant 4 jours car la direction n'a pas tenu ses promesses au 1er mai (Statut et augmentation des salaires). Le 10 mai 1972 : 17 ouvriers de la SORETRAS ont été traduits devant un tribunal correctionnel pour : "incitation à la grève et entrave à la liberté de travail". Il y eut 16 condamnations à deux mois de prison ferme et une condamnation à un mois.

(suite page 12)